

Sill. Nouveau site envisagé nouvelle levée de boucliers

Gilles Falc'hun, p-dg de la Sill parviendra-t-il à trouver un terrain pour implanter son usine de poudre de lait ? Exaspéré par huit ans de procédure sur le site de Plouvien (29) son fief historique, l'industriel breton, s'est mis en quête de nouveaux terrains susceptibles d'accueillir son projet d'unité de production de lait infantile, destiné à répondre à la forte demande des marchés asiatiques, notamment la Chine. Un projet à 50 millions d'euros qui prévoit, entre autres, la construction d'une tour de séchage de 45 m de haut. À la clé, la création de 80 emplois.

La demande de permis de construire sur le site de Plouvien ayant été invalidée, en mars dernier, par le tribunal administratif, le groupe s'est tourné vers la commune de Milizac toute proche, et qui dispose d'une zone artisanale d'une quinzaine d'hectares. Un choix qui a interpellé plusieurs associations. De réunion d'information en mobilisation des riverains, les réticences milizacoises se sont vite traduites en pétition dans une commune où le combat contre le projet Val Ouest, il y a une douzaine d'années, est encore bien présent dans les esprits.

« Opposition de principe »

Pour la Chambre d'agriculture du Finistère, c'est « un épisode supplémentaire à la longue liste des projets systématiquement rejetés par des groupes de pression ultra-minoritaires qui s'opposent par principe à toutes créations d'entreprises et donc d'emplois locaux ».

« Ma grande inquiétude, c'est que l'on ne pourra bientôt plus rien faire dans nos territoires ruraux », abonde Jacques Jaouen, président de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne. « On a des gens comme Gilles Falc'hun qui inves-



Photo Claude Prigent

Jacques Jaouen, président de la Chambre régionale d'agriculture, a déploré hier « l'opposition systématique aux projets de développement de l'agroalimentaire dans nos territoires ».

tissent et prennent des risques sur des marchés lointains et difficiles. Le monde agricole ne peut pas se permettre de perdre ces marchés, il y a des salariés derrière tout ça », explique-t-il. « Est-ce que tout notre lait doit aller à Carhaix ? Faut-il attendre l'arrivée d'investisseurs chinois pour disposer d'outils performants ? », s'interroge-t-il.

Un cri d'alarme

Relayant le message de la chambre d'agriculture du Finistère qui condamne « un tel pouvoir de nuisance émanant de groupes qui privilégient des intérêts privés au détriment de l'intérêt général », Jacques Jaouen lance un cri d'alarme et un appel à tous les élus locaux, acteurs économiques et syndicats de salariés. « Chacun doit se responsabiliser et agir face à des comportements qui conduiraient au déclin de notre économie territoriale », insiste-t-il.